

# **ATELIER DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA DREF SUR LA PROGRAMMATION FINANACIERE**

## **ÉLABORATION DE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE**

---

**SERGE MENDOUGA**

# PLAN

---

- 1. Définition du cadrage macroéconomique**
  - 2. Processus d'élaboration d'un cadrage macroéconomique**
  - 3. Cheminement du cadrage macroéconomique**
  - 4. Le positionnement du cadrage dans la préparation de la LF**
  - 5. Illustration du cadrage dans la révision des lois de finances**
- 

# DÉFINITION DU CADRAGE MACROÉCONOMIQUE

---

- **Le cadrage macroéconomique** » est un exercice d'analyse de la situation économique et financière d'un pays réalisé conjointement par les administrations nationales et les organisations internationales.
- Il s'agit d' un processus qui consiste à **faire** des prévisions sur les quatre secteurs de l'économie (réel, finances publiques, extérieur et monétaire), tout en assurant leur cohérence. Ces quatre secteurs de l'économie sont interdépendants.
- Les prévisions ou projections se sont généralement à court et à moyen terme, et se font à partir d'un modèle macroéconomique. La prévision appuyée sur un cadre macroéconomique rigoureux, reste indispensable dans la définition des stratégies de politique économique. Elle ne peut s'effectuer qu'à l'aide d'outils appropriés, les modèles. Ceux-ci, sont des instruments de « pilotage » de l'économie qui permettent de préparer et d'éclairer les décisions en matière de politique économique, financière et sociale, d'en simuler et d'en apprécier les impacts. Ils s'assurent de la cohérence des décisions ou de la compatibilité des actions des différents agents économiques.

# POUR QUELLE UTILISATION ?

---

- L'exercice du cadrage macroéconomique permet d'estimer et prévoir les grandeurs macroéconomiques notamment, le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation, le taux de pressions fiscales. Ces prévisions sont discutées et adoptées en réunion au sein d'un Comité de cadrage.
- les cadrages macroéconomiques sont utilisés lors des discussions avec les partenaires au développement( FMI, BM,,...). Il facilite la préparation du budget de l'Etat, la rédaction du Rapport sur la Situation et les Perspectives Economiques, Sociales et Financières de la Nation (RASIFEFIN) qui accompagne chaque année le projet de Loi de Finances. Ils ont été utilisés pour élaborer le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) en 2003 et le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) en 2009 et SND30. Il a également contribué à la réalisation des études, notamment celles sur la compétitivité, sur les coûts, les APE, ...

# **PROCESSUS L'ÉLABORATION DU CADRAGE MACROÉCONOMIQUE**

---

- 1. Collecte des données et informations**
- 2. Traitement de données et informations**
- 3. Saisi des données dans l'outil de cadrage macroéconomique**
- 4. Vérification de la cohérence et production des tableaux de cadrage**
- 5. Validation des résultats du cadrage macroéconomique**
- 6. Rédaction de la note de cadrage macroéconomique**

# COLLECTE DES DONNÉES ET INFORMATIONS

---

- la collecte des informations statistiques (données chiffrées), analytiques (commentaires sur les tendances et évolutions des prix, éléments de politique économique, financière et monétaire, etc.) ainsi que tout document utile concernant le Cameroun (stratégies sectorielles, documents de vision, rapports des enquêtes camerounaises auprès des ménages,...).
- Les informations requises pour asseoir les hypothèses du cadrage proviennent pour l'essentiel des ministères et des opérateurs intervenant dans le secteur. Les ministères ont généralement la vision globale du secteur ainsi que les différents projets qui s'y attachent. Mais la valeur ajoutée du secteur dépend en grande partie du privé ;

Secteurs	Sources de données	Structures
<b>Environnement international</b>	WEO et autres	FMI, BM, OCDE
<b>Secteur réel</b>	Enquêtes de conjoncture trimestrielles	DP/ER
	Compte nationaux et les prix(IPC, IPPI)	INS
	Données sectorielles et stratégies sectorielles	Ministères sectoriels(MINADER, MINEPIA, MINTP, MINFO, SNH)
<b>Finances publiques</b>	Tofe	DP/FP
	Rapport sur l'exécution du budget	DGB, FP , DPI
	Dette publique	CAA, DGTFM
<b>Secteur monétaire</b>	Situation monétaire	BEAC
<b>Secteur extérieur</b>	BDP	DP/BDP
	Données sur le commerce extérieur	DGD

# TRAITEMENT DE DONNÉES ET INFORMATIONS

---

- Les données et informations collectées sont traitées en utilisant les techniques statistiques usuelles.
- Les données trimestrielles sont annualisées à partir des méthodes d'estimation;
- Les données sectorielles, généralement des données administratives sont traitées et comparées avec d'autres sources de données. Une connaissance sectorielle permet de mettre en cohérence ces données et informations suivant les réalités économiques

# SAISI DES DONNÉES DANS SIPAE

---

- Les données ou hypothèses sont ainsi saisies dans les feuilles hypothèses du modèle SIPAE, en veillant au respect de la cohérence intra et intersectorielle ;
- ✓ Vérification de la cohérence d'ensemble ;
- ✓ Production des tableaux de cadrage.

# VALIDATION DES RÉSULTATS DU CADRAGE MACROÉCONOMIQUE

---

- la tenue des réunions regroupant toutes les parties prenantes. Elles permettent d'approfondir la connaissance des sous-secteurs identifiés selon l'approche de la comptabilité nationale. Elles sont l'occasion pour les intervenants du secteur de faire un état des lieux, de présenter les politiques qui y sont mises en œuvre, ses perspectives en termes de profil de croissance ainsi que les projets susceptibles d'avoir une incidence sur la croissance au cours de la période sous revue. Les sectoriels relèvent aussi les contraintes et les menaces dans le secteur ;
- La validation finale se fait au Comité interministériel du cadrage macroéconomique et budgétaire

Cette validation se fait à deux niveaux: d'abord au niveau de l'unité macroéconomique (harmonisation des hypothèses avec les autres structures en charge de cadrage DAPE, BEAC). Et ensuite au niveau du comité.

# **RÉDACTION DE LA NOTE DE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE**

---

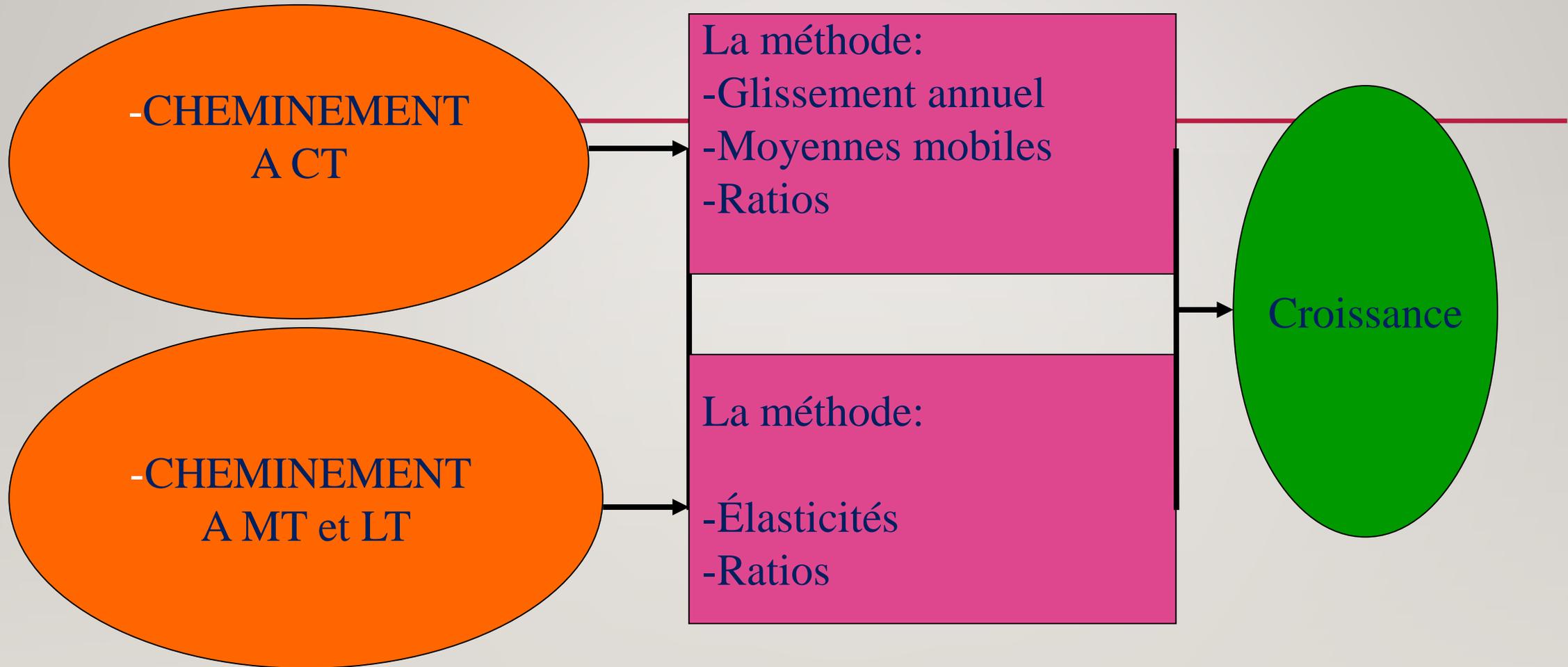
- Une note de cadrage est élaborée à l'issue de la production des tableaux de cadrage macroéconomique.
- Cette note est transmise aux autorités et publiée.

# CHEMINEMENT

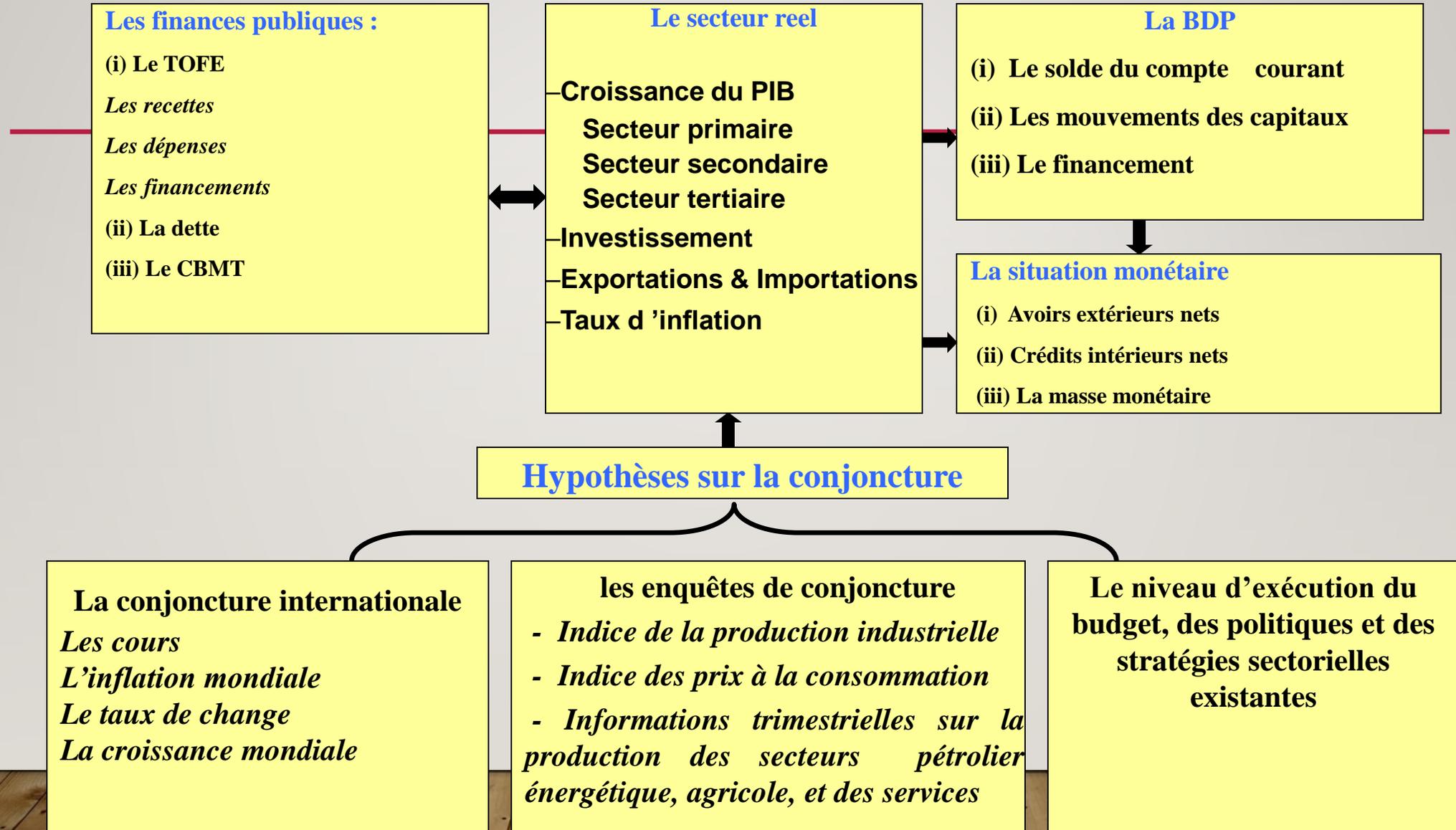
---

- Le cadrage macroéconomique est élaboré à l'aide d'un instrument : le « *Système Intégré de Projections des Agrégats Macroéconomiques* » en abrégé SIPAE. Sa conception et sa construction remontent au début des années 2000 avec l'appui de le PNUD
- Il permet de réaliser les cadrages macroéconomiques qui servent chaque année à élaborer le projet de Budget de l'Etat , aux discussions avec les partenaires au développement. Il a également servi de cadre pour la préparation des documents de stratégies de la nation (DSRP, DSCE,...).

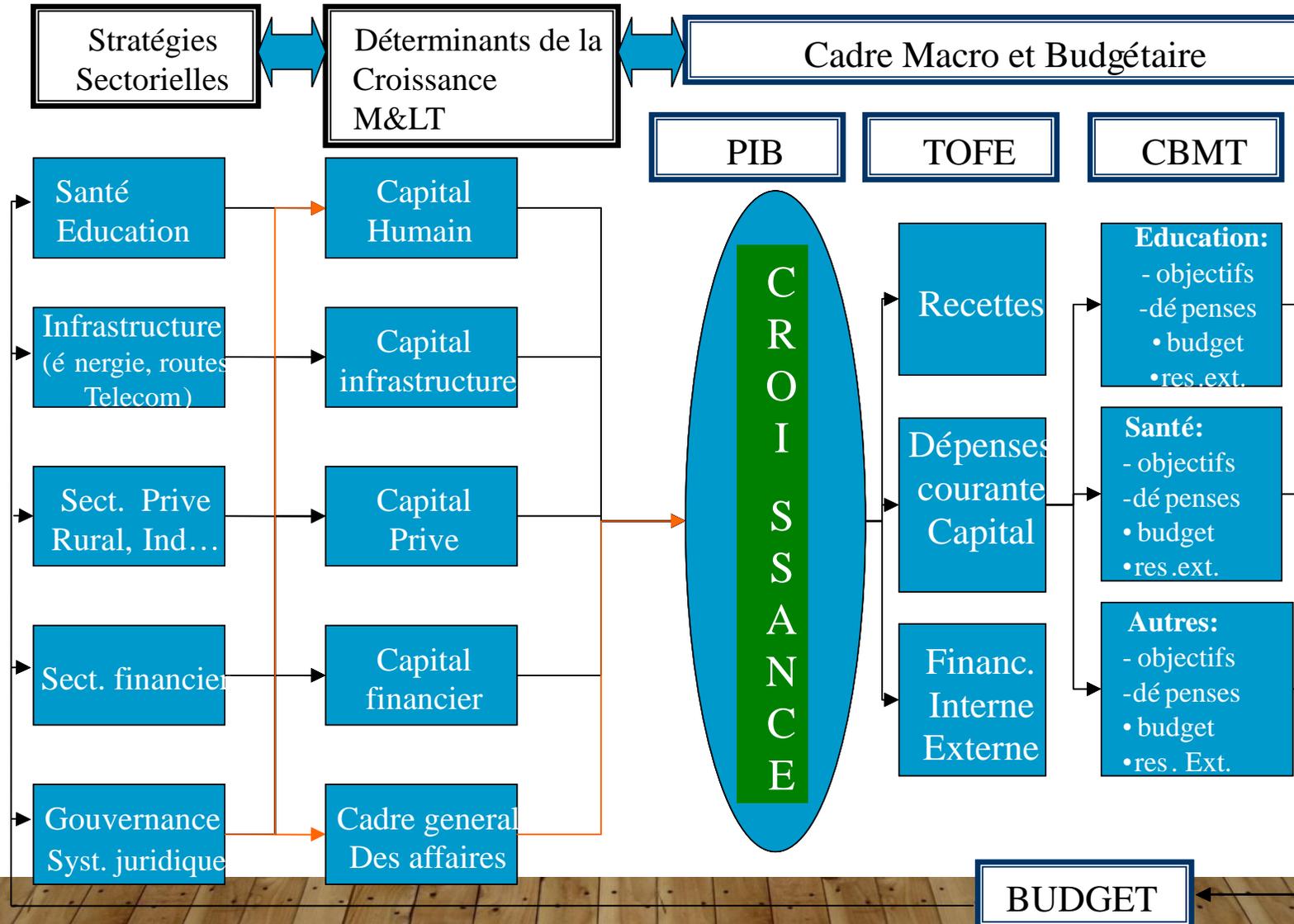
# DEUX TYPES DE CHEMINEMENT



# LE CHEMINEMENT À CT



# LE CHEMINEMENT À MT ET LT



# LE POSITIONNEMENT DU CADRAGE DANS LA PRÉPARATION DE LA LF

■ L'élaboration du cadrage macroéconomique et budgétaire commence par le cadrage macroéconomique qui est un processus itératif, qui commence lors de la préparation du budget en année  $n$ , pour l'exercice  $n+1$ .

■ Le cadrage pour l'exercice  $n+1$  est arrêté définitivement au 30 août de l'année  $n$ . Ce cadrage servira de base pour la détermination de l'enveloppe globale donc du cadrage budgétaire, qui est le principal « input » pour l'élaboration des CDMT conduisant à la répartition des enveloppes budgétaires qui seront contenues dans le projet de loi de finances.

# **LE POSITIONNEMENT DU CADRAGE DANS LA PRÉPARATION DE LA LF**

- En année courante, c'est-à-dire l'exercice  $n$ , les projections effectuées lors de la préparation du budget sont mises à jour pour prendre en compte les nouvelles informations sur l'environnement international et la conjoncture économique nationale
- L'actualisation est trimestrielle ou au besoin, dès le mois de janvier.
- un pré-cadrage est réalisé au mois de mars. Il révisé les hypothèses de la loi de finances de l'exercice en cours et projette les exercices  $n+1$ ,  $n+2$  et  $n+3$
- Les hypothèses sur lequel ce pré-cadrage s'appuie sont reprises dans la « circulaire présidentielle de préparation du projet de loi de finances de l'exercice  $n+1$  ».



# UTILISATION DU CADRAGE MACROÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE DANS LA RÉVISION DES LOIS DE FINANCES

L'adoption d'une loi de finances rectificative est généralement faite lorsque les hypothèses de base de la loi de finances initiale sont fortement influencées par certains faits majeurs observés au niveau de l'environnement économique et budgétaire.

**Comme illustrations nous avons :**

- ❖ L'adoption d'une loi de finances rectificative en 2019 suite à :
  - une augmentation de la production pétrolière ;
  - des réalisations des recettes fiscales et non fiscales à fin décembre 2018 plus importantes que celles estimées lors de la préparation du budget de l'année 2019 ;
  - de la réévaluation à la hausse des ressources du C2D ;
  - un accroissement significatif des émissions des titres publics.
  - les économies budgétaires réalisées dans le cadre de l'opération de Comptage Physique du Personnel de l'Etat (COPPE), ainsi que l'accélération des décaissements sur financements extérieurs

# **UTILISATION DU CADRAGE MACROÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE DANS LA RÉVISION DES LOIS DE FINANCES**

**L'adoption d'une loi de finances rectificative en 2020 suite aux effets néfastes de la pandémie de la COVID-19 sur les recettes budgétaires.**

La pandémie de la COVID-19 avait eu des effets néfastes sur les plans sanitaire, économique et social, entraînant une révision à la baisse les prévisions du taux de croissance de 4% dans la Loi de finances initiale à 0,3% en réalisation, impliquant une baisse du budget de l'Etat de 542,7 milliards, pour le ramener à 4 409 milliards.

les recettes pétrolières avaient baissé de 173,3 milliards, pour tenir compte de la baisse des cours du pétrole brut à 41,8 dollars le baril en deçà de 54,4 dollars le baril, retenus dans les hypothèses du cadrage macroéconomique et budgétaire de la loi de finances initiale ;

les recettes fiscales diminuent de 587,4 milliards, dont 378,2 milliards pour les impôts et taxes intérieurs et 209,2 milliards pour les recettes douanières, pour tenir compte de la baisse de l'activité économique ;



# **UTILISATION DU CADRAGE MACROÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE DANS LA RÉVISION DES LOIS DE FINANCES**

**L'adoption d'une loi de finances rectificative en 2021 suite à la remontée des cours mondiaux du pétrole, qui avait entraîné un accroissement significatif des recettes budgétaires. Il s'agissait notamment de**

la croissance économique, dont la projection avait été revue à 3,4% contre 3,3% initialement prévue ;

l'inflation, dont le taux prévu avait été revu à la baisse, passant de 2,5% à 2,1% ;

la hausse des cours mondiaux du pétrole, dont le prix du baril était désormais projeté à 58,5 dollars US contre 43,8 dollars US retenus dans la loi de finances initiale ;

la poursuite de la lutte contre la pandémie du coronavirus, qui engendra des besoins nouveaux notamment ceux liés à la vaccination.

Ainsi ces ordonnances avaient porté le budget de l'Etat à 5 480,4 milliards contre 4 865,2 milliards initialement, soit une augmentation de 615,2 milliards (+12,6%).



# UTILISATION DU CADRAGE MACROÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE DANS LA RÉVISION DES LOIS DE FINANCES

L'adoption d'une loi de finances rectificative en 2022 suite principalement aux conséquences économiques du conflit russo-ukrainien. Il s'agissait notamment de

- la révision à la baisse du taux de croissance économique à 4% contre une projection initiale de 4,2% ;
- une inflation plus élevée que prévue, avec un taux de 3% contre 2% projeté initialement ;
- la flambée des cours mondiaux du pétrole, avec une moyenne de 102 dollars le baril contre 64,5 dollars projetée portant les recettes pétrolières à **806 milliards** contre **562 milliards** dans le budget initial
- la prise en compte des effets financiers des engagements du Gouvernement pour répondre aux revendications des enseignants du secondaire ;
- la réduction des appuis budgétaires

**BUDGET 6 080,4 milliards contre 5 752,4 milliards en loi de finances initiale**

# UTILISATION DU CADRAGE MACROÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE DANS LA RÉVISION DES LOIS DE FINANCES

L'adoption d'une loi de finances rectificative en 2022 suite principalement aux conséquences économiques du conflit russo-ukrainien. Il s'agissait notamment de

- la révision à la baisse du taux de croissance économique à 4% contre une projection initiale de 4,2% ;
- une inflation plus élevée que prévue, avec un taux de 3% contre 2% projeté initialement ;
- la flambée des cours mondiaux du pétrole, avec une moyenne de 102 dollars le baril contre 64,5 dollars projetée portant les recettes pétrolières à **806 milliards** contre **562 milliards** dans le budget initial
- la prise en compte des effets financiers des engagements du Gouvernement pour répondre aux revendications des enseignants du secondaire ;
- la réduction des appuis budgétaires

**BUDGET 6 080,4 milliards contre 5 752,4 milliards en loi de finances initiale**

**MERCI POUR VOTRE ATTENTION**